


**Bureau du budget du
Congrès**
 Estimation des coûts

En un coup d'œil
S. 4503, Loi sur l'autorisation des services de renseignement pour l'année fiscale 2023.

Tel que rapporté par la commission du Sénat sur le renseignement le 12 juillet 2022.

Par année fiscale, en millions de dollars	<u>2023</u>	<u>2023-2027</u>	<u>2023-2032</u>
Dépenses directes (Outlays)	*	*	1
Revenus	*	*	*
Augmentation ou Diminution (-) du Déficit	*	*	1
Dépenses sous réserve de l'affectation de crédits (dépenses)	447	741	non estimé
Les procédures statutaires de paiement au fur et à mesure s'appliquent-elles ?	Oui	Effets du mandat	
Augmente les déficits on-budget dans l'une des quatre périodes consécutives de 10 ans commençant en 2033 ?	< 5 milliards de dollars	Contient un mandat intergouvernemental ?	No n
		Contient un mandat du secteur privé ?	Oui, sous le seuil

* = entre zéro et 500 000 dollars.

Le projet de loi prévoit

- Autoriser l'affectation de 650 millions de dollars pour l'exercice 2023 au compte de gestion de la communauté du renseignement (ICMA).
- Créer un bureau d'analyse de la concurrence mondiale pour analyser les secteurs de la technologie et de l'innovation essentiels à la sécurité nationale.
- Établir un système sécurisé de collecte d'informations sur les phénomènes aérospatiaux et sous-marins non identifiés (UAP).
- Renforcer la protection des dénonciateurs
- Permettre aux gens de poursuivre le gouvernement des États-Unis pour des dommages compensatoires et punitifs.
- annuler certaines dispositions des accords de non-divulgaration qui empêcheraient le dépôt de rapports auprès du Bureau de programme conjoint sur les phénomènes aérospatiaux et sous-marins non identifiés et interdiraient aux entités du secteur privé de demander des dommages et intérêts devant un tribunal fédéral aux personnes qui déposent des rapports

Les effets budgétaires estimés proviendraient principalement de

- Autoriser les crédits pour l'ICMA
- Création d'un bureau d'analyse de la concurrence mondiale
- Mise en place d'un système sécurisé de collecte d'informations sur l'UAP
- Renforcer la protection des dénonciateurs
- Permettre aux gens de poursuivre le gouvernement des États-Unis pour des dommages compensatoires et punitifs.

Les zones d'incertitude importantes comprennent

- Prédire le nombre de personnes qui obtiendront des indemnités monétaires par le biais du système judiciaire et les montants de ces indemnités.

**L'estimation détaillée commence à la page
suivante.**

Voir aussi *CBO's Cost Estimates Explained*, www.cbo.gov/publication/54437 ;
Comment le CBO prépare les estimations de coûts, www.cbo.gov/publication/53519 ; et *Glossaire*,
www.cbo.gov/publication/42904.

Résumé du projet de loi

S. 4503 autoriserait les crédits pour l'année fiscale 2023 pour les activités de renseignement de la Commission européenne.

gouvernement américain, notamment le compte de gestion de la communauté du renseignement et le système de retraite et d'invalidité de la Central Intelligence Agency. Le projet de loi prévoit également la création d'un programme d'analyse du leadership des États-Unis dans le secteur technologique, la mise en place d'un système de collecte d'informations sur les phénomènes aérospatiaux et sous-marins non identifiés (UAP), la possibilité de demander des dommages-intérêts punitifs et compensatoires devant un tribunal fédéral, et la création ou la modification d'autres programmes touchant la communauté du renseignement.

Le CBO ne fournit pas d'estimations pour les programmes classifiés ; par conséquent, cette estimation ne porte que sur les aspects non classifiés du projet de loi. En outre, le CBO ne peut pas fournir d'estimations pour certaines dispositions dans la partie non classifiée du projet de loi parce qu'elles concernent des programmes classifiés. Sur cette base limitée, le CBO estime que la mise en œuvre des dispositions non classifiées du projet de loi coûterait 741 millions de dollars sur la période 2023-2027 ; ces dépenses seraient soumises à l'affectation des montants spécifiés et estimés.

Le CBO estime qu'au cours de la période 2023-2032, l'adoption du S. 4503 augmenterait les dépenses directes de 1 million de dollars, les recettes d'un montant insignifiant et le déficit net d'environ 1 million de dollars.

Coût fédéral estimé

L'effet budgétaire estimé de S. 4503 est présenté au tableau 1. Les coûts de la législation relèvent des fonctions budgétaires 050 (défense nationale), 750 (administration de la justice) et 800 (administration générale).

Tableau 1.
Effets budgétaires estimés de S. 4503

	Par année fiscale, en millions de dollars					2023-2027
	2023	2024	2025	2026	2027	
	Augmentation des dépenses sous réserve de l'affectation de crédits					
Autorisation estimée	701	23	24	25	26	799
Dépenses estimées	447	181	48	34	31	741

En plus des montants indiqués ici, le CBO estime que sur la période 2023-2032, la promulgation de S. 4503 augmenterait les dépenses directes de 1 million de dollars et augmenter les revenus d'un montant insignifiant sur la période 2023-2032.

Base de l'estimation

Pour cette estimation, le CBO suppose que le S. 4503 sera promulgué avant la fin de 2022. Les dépenses sont basées sur les tendances historiques des dépenses pour les programmes existants ou similaires.

Dépenses soumises à l'affectation de crédits

Le CBO estime que la mise en œuvre des dispositions non classifiées du projet de loi coûterait 5 millions d'euros.

741 millions de dollars sur la période 2023-2027. Ces dépenses seraient soumises à l'affectation des montants spécifiés et estimés (voir le tableau 2).

Tableau 2.
Estimation de l'augmentation des dépenses soumises à des crédits en vertu de l'article 4503

	Par année fiscale, en millions de dollars					2023-2027
	2023	2024	2025	2026	2027	
Compte de gestion de la communauté du renseignement						
Niveau d'autorisation	650	0	0	0	0	650
Dépenses estimées	423	150	23	10	7	613
Bureau d'analyse de la concurrence mondiale						
Autorisation estimée	20	21	22	23	24	110
Dépenses estimées	9	17	20	21	22	89
Système de rapport sécurisé						
Autorisation estimée	30	0	0	0	0	30
Dépenses estimées	14	12	3	1	0	30
Organes consultatifs et rapports						
Autorisation estimée	1	1	1	1	1	5
Dépenses estimées	1	1	1	1	1	5
Agents de sécurité						
Autorisation estimée	*	1	1	1	1	4
Dépenses estimées	*	1	1	1	1	4
Total des changements						
Autorisation estimée	701	23	24	25	26	799
Dépenses estimées	447	181	48	34	31	741

* = entre zéro et 500 000 dollars.

Compte de gestion de la communauté du renseignement. La section 103 autoriserait l'affectation de 650 millions de dollars pour l'exercice 2023 au compte de gestion de la communauté du renseignement (ICMA). Ce montant est supérieur de 11 % aux 587 millions de dollars alloués à ce compte pour l'exercice 2022. L'ICMA est la principale source de financement du bureau du directeur du renseignement national et de la coordination des activités de renseignement du gouvernement fédéral. Le CBO estime que la mise en œuvre de la section 103 coûterait 613 millions de dollars sur la période 2023-2027.

Bureau d'analyse de la concurrence mondiale. La section 706 exigerait que l'Administration établisse un programme d'analyse du leadership des États-Unis dans divers secteurs de la technologie et de l'innovation (biotechnologie, intelligence artificielle et autres technologies émergentes, par exemple) afin de s'assurer que les États-Unis restent compétitifs dans les secteurs essentiels à la sécurité nationale. Elle exigerait également que l'administration conclue un accord avec un organisme public de recherche et de



un centre de recherche et de développement privé ou financé par le gouvernement fédéral, un centre de recherche affilié à une université ou un consortium de tels centres pour analyser la compétitivité des États-Unis dans ces domaines. Enfin, la section autoriserait l'affectation de 20 millions de dollars au cours de l'exercice 2023 pour cet effort.

Pour cette estimation, le CBO prévoit que le bureau aurait besoin de niveaux de financement similaires après 2023, ajustés à l'inflation. Ainsi, le CBO estime que la mise en œuvre de cette section coûterait 1,5 milliard d'euros.

89 millions de dollars sur la période 2023-2027.

Système de rapport sécurisé. La section 704 exigerait que le Département de la Défense (DoD) établisse un système sécurisé pour recueillir et partager les informations relatives aux phénomènes aérospatiaux et sous-marins non identifiés (UAP). Ce système serait utilisé pour recevoir des rapports et pour recueillir des informations historiques sur les UAP. Le système devrait également être capable d'échanger des informations avec d'autres systèmes d'information sécurisés du gouvernement fédéral.

En se basant sur les informations fournies par le DoD, le CBO estime que cela coûterait 30 millions de dollars sur la période de cinq ans.

2023-2027 pour développer un système sécurisé de collecte et de partage des informations relatives à l'UAP tout en protégeant les informations classifiées.

L'adoption de l'article 704 aurait également une incidence sur les dépenses et les recettes directes en permettant aux employés fédéraux ou aux employés d'entrepreneurs fédéraux d'intenter des poursuites en dommages-intérêts devant un tribunal fédéral s'ils subissent des représailles pour avoir utilisé le système. Ces effets sont décrits ci-dessous sous la rubrique " Dépenses et recettes directes ".

Organes consultatifs et rapports. S. 4503 imposerait de nombreuses exigences aux agences qui ne sont pas couvertes par les autorisations de crédits spécifiées et non classifiées du projet de loi. Le projet de loi exigerait :

- le Government Accountability Office pour préparer un rapport récurrent jusqu'en 2025 et trois rapports ponctuels ;
- la National Geospatial-Intelligence Agency pour établir un conseil consultatif ;
- la Central Intelligence Agency pour établir un groupe consultatif ;
- les agences de la communauté du renseignement désignées par le directeur du renseignement national pour participer à un groupe de travail chargé de surveiller les capacités économiques et technologiques de la République populaire de Chine ; et
- diverses agences de la communauté du renseignement pour préparer et soumettre au Congrès des rapports sur plusieurs sujets différents.

Le CBO estime que la satisfaction de ces exigences coûterait collectivement 5 millions de dollars sur la période 2023-2027.

Agents de sécurité. La section 601 exigerait que les inspecteurs généraux de la communauté du renseignement nomment des agents de sécurité pour fournir des conseils aux employés et aux entrepreneurs sur la façon de faire des divulgations légales au Congrès tout en protégeant les informations classifiées. Sur la base des informations fournies par l'administration, le CBO s'attend à ce que la plupart des inspecteurs généraux confient ces tâches au personnel existant, mais certains devront embaucher du personnel supplémentaire. Au total, le CBO estime que les agences auraient besoin de quatre personnes supplémentaires pour satisfaire aux exigences de la section 601. La rémunération annuelle et les frais de fonctionnement de chacun de ces employés seraient d'environ 200 000 \$ et coûteraient 4 millions de dollars sur la période de cinq ans.
période 2023-2027.

Dépenses et recettes directes

S. 4503 accorderait aux gens un droit d'action pour demander des dommages punitifs et compensatoires devant les tribunaux fédéraux. D'autres dispositions auraient des effets insignifiants sur les dépenses et les recettes directes. Le CBO estime que l'adoption de l'amendement S. 4503 augmenterait les dépenses directes de moins de 10 %.
500 000 \$ chaque année et d'un million de dollars au total sur la période 2023-2032. Elle augmenterait également les recettes de moins de 500 000 \$ chaque année et au total sur cette même période.

Droits d'action privés. La section 603 interdirait aux employés et aux contractants fédéraux d'identifier publiquement un dénonciateur employé par un élément de la communauté du renseignement, ou détaché auprès de celui-ci, en guise de représailles pour une divulgation légale d'informations. Elle permettrait également à ces dénonciateurs d'intenter une action devant un tribunal fédéral pour obtenir jusqu'à 250 000 dollars de dommages compensatoires et punitifs après avoir épuisé tous les recours administratifs.

Comme nous l'avons vu sous la rubrique "Dépenses sous réserve de crédits", l'article 704 interdirait aux employés fédéraux ou aux employés d'entrepreneurs du gouvernement fédéral d'exercer des représailles contre les personnes qui communiquent des informations relatives à des phénomènes aérospatiaux et sous-marins non identifiés par le biais du système de notification requis par le projet de loi. Les personnes ayant subi des représailles interdites peuvent demander des dommages compensatoires et punitifs au gouvernement fédéral ou à leur employeur devant un tribunal fédéral.

Comme les indemnités seraient probablement payées à partir du Fonds des réclamations et des jugements, qui dispose d'un crédit permanent et indéfini pour payer les réclamations contre le gouvernement, ces paiements seraient classés comme des dépenses directes. Le CBO estime que l'adoption des articles 603 et 704 augmenterait les dépenses directes d'un montant insignifiant chaque année et de 1,5 milliard d'euros par an.
1 million de dollars sur la période 2023-2032.

En plus de ces paiements, le système judiciaire fédéral exige des frais pour intenter une action en justice dans les tribunaux de district. Ces frais sont enregistrés comme une



Appropriations
augmentation des recettes. Comme ils sont disponibles sans autre crédit, les dépenses de ces frais sont classées comme des dépenses directes. Ainsi, l'effet net sur le déficit des changements dans les frais judiciaires serait insignifiant.

Autres dispositions. D'autres dispositions du projet de loi auraient des effets insignifiants sur les dépenses et les recettes directes, généralement parce que très peu de personnes seraient touchées ou parce qu'elles impliqueraient des flux de trésorerie compensatoires.

- La section 303 interdirait à certains anciens fonctionnaires de la communauté du renseignement de travailler pour la République populaire de Chine, la Fédération de Russie ou des pays désignés comme commanditaires du terrorisme. Les anciens fonctionnaires qui violent sciemment et délibérément cette interdiction seraient condamnés à une amende, à une peine de prison, ou aux deux. Les amendes pénales sont comptabilisées comme des recettes, déposées dans le Fonds pour les victimes de crimes et dépensées ultérieurement sans autre affectation.
- La section 509 permettrait aux personnes de prouver plus facilement qu'elles ont subi des représailles illégales pour des actions de dénonciation protégées. Le CBO estime que la promulgation de la section 509 augmenterait le nombre de dénonciateurs dont il est établi qu'ils ont subi des représailles et que certains recevraient un salaire et des avantages rétroactifs, ce qui est classé comme une dépense directe.
- La mise en œuvre de toute action nécessaire pour se conformer aux dispositions relatives aux habilitations de sécurité du titre V du projet de loi pourrait augmenter les dépenses administratives des agences non financées par des crédits annuels. De telles dépenses sont considérées comme des dépenses directes. Ces agences sont autorisées à utiliser des frais, des recettes provenant de la vente de biens et d'autres collectes pour couvrir les coûts administratifs et de fonctionnement. Le CBO estime que tout changement net dans les dépenses directes de ces agences serait négligeable car la plupart d'entre elles peuvent ajuster les montants perçus pour tenir compte des changements de coûts.

Paiement du fonds CIARDS. La section 201 autoriserait l'affectation de 514 millions de dollars au système de retraite et d'invalidité de la Central Intelligence Agency (CIARDS) pour l'exercice 2023 afin de maintenir le niveau de financement nécessaire au fonctionnement de ce système de retraite et d'invalidité. Les crédits alloués à CIARDS sont traités comme des dépenses directes dans le budget et il est prévu qu'ils se maintiennent aux niveaux autorisés dans la base de référence du CBO, conformément à l'article 257 de la loi de 1985 sur l'équilibre budgétaire et le contrôle des déficits d'urgence. Étant donné que le montant qui serait autorisé par le projet de loi est inclus dans la base de référence du CBO, cette autorisation n'aurait aucun effet budgétaire par rapport à la base de référence.

Incertitude

La responsabilité imposée au gouvernement fédéral par les articles 603 et 704 est sujette à une incertitude considérable. Si un plus grand nombre de personnes réussissent à obtenir des indemnités monétaires par le biais du système judiciaire ou si le montant de ces indemnités est plus élevé que prévu, le coût pourrait dépasser l'estimation du CBO.

Considérations sur le paiement à l'acte

La loi sur la rémunération statutaire de 2010 établit des procédures de rapport et d'exécution du



budget pour les lois affectant les dépenses ou les recettes directes. Sur la période 2023-2032,

L'adoption du projet de loi augmenterait les dépenses directes de 1 million de dollars, les recettes de moins de 1 million d'euros et les dépenses de fonctionnement de moins de 1 million d'euros. 500 000 \$, et augmenter le déficit d'un million de dollars.

Augmentation des déficits à long terme

Le CBO estime que l'adoption du S. 4503 n'augmenterait pas les déficits budgétaires de plus de 10 %.

5 milliards de dollars au cours de l'une des quatre périodes consécutives de 10 ans commençant en 2033.

Mandats

S. 4503 imposerait des mandats au secteur privé tels que définis dans la loi sur la réforme des mandats non financés (UMRA). Le projet de loi annulerait toutes les dispositions des accords de non-divulgence en matière d'emploi et d'après-emploi qui empêcheraient les personnes de déposer des rapports auprès du Bureau du programme commun des phénomènes aérospatiaux et sous-marins non identifiés (Unidentified Aerospace-Undersea Phenomena Joint Program Office). Le projet de loi interdit également aux entités d'intenter une action en justice contre l'auteur d'un rapport. Le coût du mandat correspondrait aux dommages pécuniaires que les entités auraient autrement le droit de recouvrer en l'absence du projet de loi. Bien qu'il y ait une incertitude quant au coût du mandat parce qu'il dépendrait des résultats de futures plaintes civiles, le Bureau ne reçoit qu'un petit nombre de rapports chaque année. Par conséquent, le CBO estime que le coût du mandat serait inférieur au seuil annuel des mandats du secteur privé établi dans l'UMRA (184 millions de dollars en 2022, ajustés annuellement pour l'inflation).

S. 4503 n'imposerait pas de mandats intergouvernementaux tels que définis dans l'UMRA.

Estimation préparée par

Coûts fédéraux : William Ma

Mandats : Brandon Lever

Estimation révisée par

David Newman

Chef, Unité d'estimation des coûts de la défense, des affaires internationales et des affaires des anciens combattants

Kathleen FitzGerald

Chef, Unité des mandats publics et privés

Leo Lex

Directeur adjoint de l'analyse budgétaire

Theresa Gullo



Directeur de l'analyse budgétaire